

Négociations pour la révision de l'accord Hispano-Américain

M OINS d'un mois avant l'expiration du pacte hispano-américain, on s'attend, dans la capitale espagnole, à ce que les négociations tendant à réviser cet accord entrent dans une phase active. Ces négociations sont en effet restées pratiquement au point mort depuis le 20 juillet dernier, date à laquelle M. Antonio Garrigues, ambassadeur d'Espagne à Washington, chargé de conduire les pourparlers, a informé M. Dean Rusk de l'intention du gouvernement espagnol de dénoncer l'accord à son expiration, le 26 septembre prochain.

Dès janvier dernier, l'Espagne avait fait savoir à Washington qu'elle se proposait de prendre avantage de la procédure de révision prévue par l'accord signé il y a dix ans, le 29 septembre 1953. Néanmoins, vingt-sept jours avant le délai fixé, aucun progrès substantiel ne semblait avoir été réalisé, estimant les observateurs politiques de la capitale espagnole. Cet accord permet l'utilisation par les Etats-Unis de quatre bases importantes: trois aériennes (Moron, Saragoisse et Torrejon) et une navale (celle de Rota, près de Cadix), ainsi qu'un certain nombre de bases espagnoles, à titre de points d'appui. Suivant certaines informations, une base sous-marine serait actuellement en construction, dans la région de la Corogne, dans le cadre de ce traité, qui est complété, par ailleurs, par un accord de défense mutuelle et un accord d'aide économique.

C'est M. Antonio Garrigues, ambassadeur à Washington, qui mène les négociations pour la révision du traité de défense que le gouvernement espagnol estime dépassé. Fin juillet, deux diplomates espagnols sont arrivés à l'ambassade de Washington pour assister M. Garrigues: MM. José Aragonés, conseiller économique à l'ambassade de Paris; Gabriel Fernández-Valderrama, sous-directeur de la commission déléguée pour le développement des accords hispano-américains.

Cependant, toute une série de visites de ministres espagnols à Washington, pendant le mois de septembre, semblent signifier que les négociations vont se ranimer:

— Le ministre des Affaires étrangères, M. Fernando Maria Castiella, qui va prendre la tête de la délégation espagnole à l'O.N.U., a été invité par M. Dean Rusk à se rendre dans la capitale américaine;

— Le lieutenant-général José Lacalle-Larraga, ministre de l'Air, s'y rendra également, à l'invitation du Pentagone.

MM. Mariano Navarro-Rubio et Alberto Ullastres, ministres des Finances et du Commerce, assisteront, en septembre, aux assemblées de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, en leurs qualités de gouverneurs de ces organismes.

M. Navarro Rubio signera également, à cette occasion, les documents d'un prêt de 33 millions de dollars de la B.I.R.D. (Banque internationale de reconstruction et de développement) à l'Espagne, destiné à l'amélioration du réseau routier.

Enfin, M. Gregorio Lopez Bravo, ministre de l'Industrie, pourrait également se trouver à Washington pour la réunion de l'Association nationale américaine des industriels américains. Les visites à Washington des ministres économiques sont significatives, estiment les observateurs politiques. On considère en effet généralement que l'Espagne voudrait notamment obtenir une augmentation de l'aide économique américaine liée à l'accord de défense. Ces visites ministérielles, pense-t-on à Madrid, serviront à dégeler les négociations qui, en fait, ont à peine commencé. Mais elles n'affecteront pas la position de M. Garrigues en tant que négociateur principal, qui jouit à la fois de la confiance du généralissime et de l'estime du gouvernement américain.

On souligne, d'autre part, à Madrid, la clause de l'accord hispano-américain relative à sa révision éventuelle. Suivant cette clause, une « période de consultation » de six mois s'ouvrira le 26 septembre. Si, à l'expiration de cette période, le 26 mars 1964, Washington et Madrid ne s'étaient pas mis d'accord, le traité expirerait un an plus tard, c'est-à-dire le 26 mars 1965. Les deux gouvernements disposent donc, en fait, d'un très long délai pour mener à bien leurs négociations.

Les demandes espagnoles pour le renouvellement de l'accord ont fait l'objet de nombreuses spéculations depuis janvier dernier. On a parlé avec insistance de demandes tendant à l'accroissement de l'aide économique et militaire, notamment à la modernisation du matériel de l'armée espagnole. On a dit aussi que l'Espagne exigeait l'appui américain pour son entrée dans l'O.T.A.N. ou la conclusion d'une alliance politique et militaire entre les deux pays.

Mais aucune information n'est venue, de source officielle, confirmer ces bruits. Néanmoins, il semble certain que le manque d'enthousiasme montré par Washington à l'égard de la demande espagnole de révision du traité a singulièrement réduit les demandes du gouvernement de Madrid. L'effort de l'Espagne pourra maintenant insister surtout sur l'aide économique. Certaines informations font état de la suspension récente, par les autorités militaires américaines, de certains travaux à la grande base navale de Rota, près de Cadix. D'autres bruits, incontrôlables, font état d'une réduction en cours des effectifs américains stationnés dans les bases américaines en Espagne.

Néanmoins, on estime généralement, à Madrid, que les accords de défense hispano-américains seront finalement renouvelés, mais probablement sur des bases très peu différentes de celles du traité qui expire le 26 septembre prochain.

Los mineros de Asturias y de León

continúan su lucha manteniendo la huelga a pesar de las infamias de la prensa y de las autoridades franquistas y de la cruel represión que se hace sobre ellos.

Fracasada rotundamente la maniobra gubernamental de apertura de las minas el lunes 2, la huelga de los mineros asturianos y leoneses ha alcanzado mayor amplitud.

Situación en Asturias

Ya decíamos la semana pasada que en la cuenca del Caudal —donde comenzó la huelga aunque en general se había reanudado ya el trabajo— era de esperar trabajo lento y nuevos paros totales. Así ha sucedido. En no pocos pozos la baja en la producción es manifiesta y algunos han sido cerrados por el gobernador, ya que la ausencia de obreros fue casi absoluta. Eso ha sucedido en las minas Nicolasa y Baltasara de la « Fábrica de Mieres S.A. »

Tanto en la mina la Camocha, como en las de la cuenca del Nalón, los mineros huelguistas se mantienen firmes, sin que el número de obreros en paro haya sufrido modificación sensible. Las autoridades abrirán de nuevo los pozos el lunes 9.

Situación en León

Se mantiene la huelga con clara orientación a la extensión. Que sepamos, permanecen cerrados los pozos Lamajo, Carrascante, Paulina, Orallo, Calderón, María, Baguer y Wagner, este último de mineral de hierro. Desde el jueves, día 5, están en huelga los obreros de la mina el Calejo perteneciente a « Antracitas Galzarró ».

La mayor parte de los yacimientos mineros de esta provincia, pertenecen a la importante empresa hullera de Ponferrada S.A. El corresponsal en España de « Le Monde » envió a su periódico una crónica, fechada el 2 de septiembre, en la que refiriéndose a la huelga en esta provincia, decía: « Recordemos de paso que la sociedad de Ponferrada (S.A.), pertenece al poderoso grupo financiero del Banco Central —el tercero de los cinco grandes Bancos— y que sus dividendos han sido del 25 por 100 en 1959, 28 por 100 en 1960, 30 por 100 en 1961 y finalmente 32 por 100 en 1962. »

Estas enormes ganancias las han obtenido los capitalistas estando en vigor el plan de estabilización que hizo descender notablemente los ingresos de los obreros. Sin embargo, las autoridades franquistas y los sindicatos verticales pretenden no explicarse las causas de la huelga...

Represión

En las dos provincias afectadas por la huelga, se acentúa la represión, principalmente en Asturias. De una parte, los obreros están sometidos a una constante presión de la prensa y radio locales, que mintiendo desvergonzadamente, quieren desmoralizar a los huelguistas y desacreditar su causa ante el resto de la población, labor ésta que secundan

« Mais le Général Franco est un monstre.
Et Dieu le sait. »

(De Yvon Le Vaillant, dans « Témoignage Chrétien »)

las autoridades y sus agentes sindicales. La propia guardia civil se encarga de correr el bulo de que el puerto de Musel está lleno de barcos de carbón procedentes del extranjero.

Pero lo peor que tienen que soportar los huelguistas es la represión física, que a medida que se alarga la huelga, acrecienta su crueldad. Todavía no se sabe con precisión el número de detenidos, pero está claro que aumenta cada día, como el de los que se ven obligados a huir para evitar el encarcelamiento.

La actitud de los huelguistas no puede ser más pacífica ni más digna, sin responder a las constantes provocaciones. Pero la fuerza pública no cesa en sus llamadas a cuartelillos y comisarías para interrogar y maltratar a huelguistas, cogidos al azar; de practicar registros domiciliarios y proferir amenazas.

A la salida del consejo de ministros celebrado el viernes día 6, en la residencia veraniega de Franco, del pazo de Meirás, Fraga Iribarne informó de la detención de veinticinco mineros más, calificados de agitadores.

Infamias de los franquistas

Entre las muchas infamias que los franquistas están profiriendo y divulgando contra los huelguistas, se destacan dos. La primera, es la de pretender dar la impresión que las autoridades permanecen por encima del conflicto que está localizado entre patronos y obreros. A este respecto, el gobernador civil de Oviedo para explicar la clausura por orden suya de los pozos mineros, dijo: « la autoridad ha de conservar en sus manos la iniciativa, precisamente por estar, como le corresponde, por encima de las dos partes en conflicto y en vigilancia del interés de todos. » Esto es totalmente falso. La autoridad es parte en el litigio porque además de impedir que los mineros tengan auténticos sindicatos y medios legítimos de defensa, es la defensora de los patronos, de los capitalistas. Caba preguntar: ¿Cuántos patronos han sido detenidos o apaleados por la guardia civil, a pesar de ser los provocadores del conflicto

(Pasa a la segunda pág.)

De las huelgas

La conquista del respeto

HA pocos días, informando sobre el curso de las huelgas que sostienen los mineros en las provincias de Asturias y de León, el diario parisién « Le Monde » decía que cada día aumenta el respeto que inspiran esos hombres que, durante ya más de mes y medio, luchan en circunstancias muy difíciles por lo que consideran ser su derecho.

El respeto. He ahí una expresión justamente aplicada a las circunstancias de esa lucha. Cuando una pugna de esa clase se desarrolla por motivos meramente económicos en uno de tantos países donde la democracia occidental reconoce el derecho de huelga, entonces la razón de los trabajadores podrá valocarse con una sencilla aprobación que en ciertos casos podrá llegar a ser simpática. Pero en la actitud de nuestros mineros hay mucho más. Es mucho lo que arriesgan enfrentándose con unas empresas cuyas raíces arrancan de la médula misma de un régimen del cual ellas son socios fundadores; pero, además, por el solo hecho de ponerse en paro donde la huelga está previamente condenada como grave delito, esos hombres se enfrentan con un Estado despótico en el cual la ley de la fuerza domina arbitrariamente a todas las demás leyes, con sus terribles juicios sumarios y a puerta cerrada.

Esos peligros han sido ya hechos efectivos por el Gobierno del Caudillo, convirtiéndolos en condenas y sufrimientos cuyo número se extiende cada día. En tales circunstancias, aquellos hombres representan el valeroso levantar la cabeza de un pueblo cuyas energías no están muertas, sino largo tiempo extenuadas por una inmensa sangría y por una espantosa represión. En ese levantar la cabeza, los bravos mineros, honrosos adelantados de los trabajadores españoles, se alzan no sólo contra la miseria económica, sino también contra la miseria moral; contra ese escarnio que es designarles por decreto sus propios « representantes » dentro de esa monstruosa superchería que es el sindicalismo estatal. Esa lucha, ese levantar en alto la dignidad, no será empresa perdida, cualquiera que sean sus consecuencias inmediatas. Por lo pronto, esa gallardía amenazada por los peligros y lacerada por los sufrimientos que en lucha desigual le impone la iniquidad gobernante, merece no sólo la aprobación, no sólo la simpatía, sino que, como hemos leído en un gran periódico extranjero, obtiene cada día un creciente respeto.

Y si esa actitud obtiene respeto, es muy diferente el sentimiento que merece la parte contraria. Hay en el país empresas, como el Banco Central, cuyas utilidades crecen trepidamente hasta permitirle en el pasado año repartir a sus accionistas un dividendo de 32 por 100, mientras en sus explotaciones industriales —pensamos en las minas de Ponferrada— los trabajadores padecen la miseria y carecen del derecho de defenderse contra la explotación de la inferioridad social en que se les tiene. Cuando, en esa oposición, el régimen del Caudillo mantiene a tales empresas en la integridad de sus privilegios, no hace sino cumplir fielmente sus compromisos con la clase capitalista que, uniéndose sus intereses feudales con los planes estratégicos de las entonces potencias totalitarias, financió su implantación. Ese régimen, aunque quisiera —que no querrá—, no podrá nunca rescindir esos vituperables compromisos, que no terminarán sino con su propia desaparición.

En Noruega

El Gobierno socialista ha sido derribado

Por Jules Humbert-Droz

Después de veintiocho años de actividad benéfica para los trabajadores de Noruega, el Gobierno socialista presidido por el muy popular Gerhardsen acaba de ser derribado por una coalición de partidos burgueses y de dos diputados socialistas de izquierda. El Partido Socialista no tenía en el Parlamento una mayoría absoluta. Cuenta con 74 diputados en una Cámara de 150. Los partidos burgueses, raramente de acuerdo entre ellos, suman también 74 diputados. Los dos diputados de la izquierda socialista completan el Parlamento. Estos apoyaban hasta ahora al Gobierno de Gerhardsen contra los ataques de la burguesía.

La semana pasada, el Gobierno de Gerhardsen fue vivamente atacado por la oposición burguesa, como consecuencia de una terrible explosión de grisú en las minas de carbón del Spitzberg, pertenecientes al Estado. Los reaccionarios, que se preocupan raramente de la vida de los trabajadores, explotaron esta catástrofe que costó la vida a una treintena de obreros, para acusar al Gobierno de no haber tomado las medidas de seguridad indispensables. Por demagogia, los dos socialistas de izquierda unieron sus ataques a los de los adversarios de las empresas nacionalizadas y votaron con ellos contra el Gobierno, que quedó en minoría por esta curiosa alianza de la extrema derecha y de la extrema izquierda.

Resultado: el jefe del grupo conservador, el más numeroso de los grupos burgueses, Lyng, un antiguo comunista, forma un Gobierno de coalición de todos los partidos burgueses que no cuentan más que con 74 votos en el Parlamento. Es decir, que ese Gobierno no tendría larga vida. Los socialistas de izquierda, avergonzados del resultado de su demagogia, se esfuerzan por hacer volver al poder al Gobierno socialista que ellos han derribado. ¡Extraña política revolucionaria!

El 23 de septiembre se celebrarán elecciones municipales en Noruega y el Gobierno conservador hubiera querido no presentar su programa hasta después de las elecciones, que no se anuncian favorables para él. Pero el grupo socialista, apoyado por los sindicatos, ha exigido que el Gobierno presente su programa antes de las elecciones municipales, para que el pueblo pueda pronunciarse. Es posible que la coalición burguesa se disgregue ya durante la elaboración del programa de gobierno: los liberales de Venstre parecen vacilantes y ofrecen al Partido obrero una colaboración que permitiría al Gobierno de Gerhardsen no depender más de los dos demagogos de la extrema izquierda. Los días del Gobierno conservador del antiguo comunista Lyng están, pues, contados.

Pero de ese incidente se desprende una lección. La demagogia de los pequeños grupos revolucionarios conduce a la victoria de la reacción, dividiendo las fuerzas obreras. Habrá que recordar cómo los comunistas alemanes, manteniendo en la segunda vuelta la candidatura Thalmann contra el candidato demócrata Marx, hicieron elegir al mariscal Hindenburg para la presidencia de la República de Weimar? ¡Hindenburg que, a su vez, entregó el poder a Hitler! Recordar también la parte de camino que el Partido comunista alemán hizo con los nazis contra

el Gobierno socialdemócrata de Prusia. Más cerca de nosotros, después de los sangrientos acontecimientos de Ginebra en 1932, el pequeño Partido comunista presentó candidatura al Consejo de los Estados contra la candidatura socialista de Albert Naine e hizo así elegir, sustrayéndole a éste algunas decenas de votos, ¡al responsable de los tiroteos, Frédéric Martin!

¿No ha llegado el momento de liquidar esos pequeños partidos en los que la demagogia y las promesas ilusorias no hacen más que debilitar al gran movimiento progresista y socialista y cuya existencia tiene efectos negativos sobre la acción de los trabajadores?



Raideur espagnole

Las autoridades españolas son prontas a justificar por «la loi» las mesures qu'elles sont amenées a prendre pour décourager toute agitation mettant en cause les fondements du régime. Il est admis une fois pour toutes, à Madrid, que les étrangers qui critiquent ces décisions sont ou mal informés ou mal intentionnés; que le peuple espagnol est las des querelles idéologiques; qu'il se souvient trop bien de la guerre civile; que plus on prétend le détourner de ses chefs, plus il fait bloc autour d'eux; que par conséquent il n'y a aucune raison de se préoccuper du caquetage et du jacassement humanitariste de la presse étrangère.

On peut négliger les jugements — parfois hâtifs, en effet — de l'étranger. On peut mépriser l'ignorance ou l'hostilité des censeurs. Mais on ne peut pas nier les faits. Le fait est que pour décourager les anarchistes, on a fait périr deux d'entre eux par le garrot. Nous n'avons pas le moyen de mesurer la culpabilité de ces hommes. Ils ont été convaincus «selon la loi». Soit. Mais par quelle loi? du pouvoir fallait-il qu'ils soient exécutés comme au moyen âge? Pour faire peur aux autres? De quel courage désespéré les croit-on capables? On dit que les ouailles ont les gouvernements qu'ils méritent. Les gouverne-

ments ont peut-être les oppositions qu'ils méritent.

Qu'on nous comprenne bien: nous réprouvons l'attentat politique sous toutes ses formes, et particulièrement sous la forme odieuse de la bombe qui déchiquette des innocents. Mais dans les régimes sains, celui qui piégerait une poussette ou lancerait une grenade dans une foule ne pourrait être qu'un criminel de droit commun ou — plus probablement — un déséquilibré. Qu'un tel crime puisse avoir, même contesté, un sens politique, une indication que le régime est en défaut.

Il l'est également dans le conflit du travail qui l'oppose aux mineurs des Asturies. Certes, il y a des grèves ailleurs, et souvent plus spectaculaires et plus coûteuses. En Espagne même, comparées aux grèves de l'an dernier, celles de cet été sont relativement restreintes. On peut même dire, puisque les grèves sont interdites par la loi, que le gouvernement fait preuve de magnanimité en ne punissant pas selon la loi.

Mais ce réconfort est trop facile. Les grèves des Asturies sont inquiétantes comme une flamme près d'un baril de poudre, parce qu'à tout moment l'une ou l'autre partie peut leur donner une signification politique. En effet, la signification sociale est relativement faible. L'an dernier, les mineurs ont

fait grève pour ne substantielles augmentations de salaires. Ils les ont obtenues. Cette année, ils protestent contre la réduction des primes, contre la lenteur des négociations avec leurs employeurs, bref, plutôt contre le système que pour leur intérêt immédiat. Et le système se défend par le lock-out.

Ainsi les grèves prennent, dans leur réalité humaine, un aspect dramatique qui n'a rien de commun avec l'«ultima ratio» relativement confortable du syndicalisme occidental. Ailleurs, en effet, les syndicats ne se mettent en grève que si leurs caisses sont pleines et s'ils sont assurés de tenir jusqu'à la lassitude des patrons. Dès que l'ardoise de crédit s'allonge chez l'épicier, le front des ménagères se met en branle et la négociation n'est plus très éloignée.

En Espagne, la grève est tout de suite un sacrifice, car les réserves sont inexistantes. Le châtiment collectif du lock-out frappe d'autant plus durement. On dira qu'«ils ont ce qu'ils ont cherché». Il serait sage de se demander pourquoi ils l'ont cherché. Pour mettre en cause un bien-être qui va s'améliorant, il faut une raison. On n'échappe pas à la conclusion que le système des corporations, pour ingénieux qu'il soit, ne résout que superficiellement le problème des conflits du travail, parce que les ouvriers ont l'impression que la partie est inégale et qu'ils ne retirent pas leur juste part de la négociation.

On pourrait leur démontrer que les capacités financières des houillères espagnoles ne sont pas illimitées, qu'un assainissement est nécessaire, que le marché doit se soumettre à la concurrence des prix mondiaux si l'industrialisation du pays ne doit pas se faire artificiellement en vase clos. Mais pour qu'ils entrent dans le raisonnement des responsables, il faudrait d'abord qu'ils aient le sentiment d'être traités en responsables. Le point faible de ce système, c'est qu'il ne traite pas son peuple en partenaire adulte.

Bernard BEGUIN.

(De «Le Journal de Genève».)

Ante el anuncio de unas visitas

«Sindicalistas» soviéticos y «sindicalistas» franquistas

La agencia «France-Presse» difundió desde Madrid, el 28 de agosto, la información siguiente: «Se sabe en Madrid de buen origen que ocho sindicalistas soviéticos irán próximamente a España para estudiar el sistema del «sindicalismo vertical». Esta visita se realizará probablemente en octubre o noviembre, ya que España ha firmado el tratado de Moscú sobre la prohibición limitada de las explosiones nucleares.

Según el mismo origen, la U.R.S.S. había sugerido por mediación de la UNESCO, hace unos diez meses, el envío a España de esos ocho sindicalistas. Se piensa en Madrid que no sería imposible que ocho sindicalistas españoles vayan a la U.R.S.S. para estudiar el sistema sindical soviético.»

La información, que no ha sido desmentida por ninguna de las dos partes, no tiene nada de sorprendente para nosotros. Los contactos entre franquistas y soviéticos son ya viejos y hay permanentemente una delegación comercial soviética instalada en el gran edificio conocido por la torre de Madrid, de la capital de España. Tampoco nos indignan porque, aparte de que ni para franquistas ni para soviéticos cuentan las consideraciones morales, esos intercambios nos parecen naturales dada la similitud de ambos sistemas «sindicales». A lo mejor pudieran tener, incluso, por resultado la entrada de los sindicatos verticales en la Federación Sindical Mundial.

Hemos dicho que existe similitud entre ambos «sindicalismos» y vamos a presentar unas muestras:

Sobre el origen:

Soviéticos: Un decreto del Consejo de Comisarios del Pueblo (es decir, el Gobierno entonces) fechado el 10 de julio de 1933 incorporaba a los sindicatos oficialmente a las instituciones del Estado.

Franquistas: El decreto del 4 de agosto de 1937, que contiene los primeros Estatutos del partido único, atribuye a la Falange la misión de crear y mantener organizaciones sindicales subordinadas al Estado.

aplicación de su política económica:

Soviéticos: Los Estatutos sindicales disponen: «Los sindicatos... organizan la emulación socialista entre los obreros y los empleados para la realización y superación del Plan, para el aumento de la productividad de los trabajadores, para el mejoramiento de la calidad de la producción y para bajar los costos de la misma.»

Franquistas: En el capítulo XIII del Fuero del Trabajo, puesto en vigor el 9.3.1938, se dice: «b) Todos los factores de la economía serán encuadrados por ramas de la producción o servicios en sindicatos verticales.» «c) El sindicato vertical es instrumento al servicio del Estado, a través del cual realizará principalmente su política económica.»

* * *

En cuanto a la dirección o jerarquía dentro del sindicato, hay una diferencia en la forma, pero no en el fondo: Los sindicatos soviéticos tienen más bien una dirección colegial y los franquistas personal. Se instituye de esta manera:

Soviéticos: De arriba abajo, rigidamente autoritaria y muy burocratizada, bajo el eufemismo de «centralismo democrático». Su órgano más elevado es el Presidium, descendiendo al Consejo Central de los Sindicatos, Comités Centrales de las diferentes federaciones, Comité intersindical de una República, etc.

Franquistas: De arriba abajo,

Tomemos un ejemplo del poco caso que el mundo libre hace de la libertad. Ese mundo está dispuesto a aliarse con Franco. Ahora bien, para mí, el régimen de Franco presenta todas las taras del régimen comunista. Y cualquiera que sea vuestra posición ideológica, nada tenéis que hacer en alianza con gentes cuyas andanzas son exactamente las mismas que decís denunciar.

Bertrand RUSSEL.

(De «Mi concepción del mundo».)

Alemania

«En un mundo cuya evolución técnica se desarrolla a ritmo casi febril, el reconocimiento a tiempo de los rápidos cambios que experimentan los supuestos sobre los que descansa la economía y la sociedad es no sólo importante, sino de necesidad vital. Un desconocimiento de los problemas que habrán de surgir en un futuro próximo puede ser funesto no sólo para el individuo, sino para la estructura política y la seguridad de la sociedad y del Estado.»

Esta afirmación fue hecha por el presidente de la DGB, Ludwig Rosenberg, en la reunión internacional de trabajo que bajo el título «Automatización y progreso técnico» organizó en Frankfurt del Meno el Sindicato de la Industria Metalúrgica, y a la que asistieron unos 250 expertos nacionales y extranjeros.

Sus consideraciones culminaron en la afirmación de que para resolver estos problemas no basta con la decisión y energía de los sindicatos, de las empresas o de un grupo social cualquiera. No tardará en ponerse de manifiesto que todos los sectores de la vida social, económica y pública han sido llamados directa o indirectamente a canalizar esta evolución por vías que impidan que el progreso técnico se convierta en bendición y no en maldición para la humanidad. Les hondas consecuencias de la segunda revolución industrial, y la postura de los sindicatos alemanes en relación con este problema serán objeto de una exposición detallada en una de nuestras próximas ediciones, ya que cuestiones como la de las repercusiones de la racionalización, especialmente de la automatización, sobre la seguridad social son de importancia política e individual decisiva para la clase trabajadora.

A.



Veamos cómo los sindicatos son instrumentos del Estado para la

Temas actuales

Falsas profecías sobre los papas

Cada vez que muere un papa y se plantea el problema de su sucesión en el solio de San Pedro, sale de nuevo a relucir la famosa profecía de San Malaquías...

Al parecer, San Malaquías, arzobispo de Armagh en Irlanda, estaba dotado de espíritu profético, si hemos de creer a San Bernardo...

Murió San Malaquías en 1148 y esas pretensas predicciones suyas no vieron la luz hasta 1595 en que las publicó el monje Arnoldo Uviñón...

Si no se estimase suficiente para probar su falsedad este significativo silencio, dejemos un momento la palabra al erudito Padre Feijoo...

circunstancia particular a la persona. Estos motes se ajustan con gran propiedad a todos los papas que hubo por espacio de 447 años...

Y a renglón seguido dedica el Padre Feijoo varias páginas a demostrar su aserto cotejando papas y motes pretendidamente proféticos.

Podría completarse la labor de Feijoo haciendo lo mismo que él con los papas posteriores a su época. Limitándonos a los muy recientes, veremos que salvo el mote que se adjudica a Benedicto XV...

con el mar. ¡Bueno! ¡O se paseó en bote por la bahía de Nápoles en sus años de seminarista!

El papa que ahora se eligió lleva el mote de «Flos florum» que por lo visto significa la flor de lis, en el lenguaje heráldico.

En cuanto a la llamada profecía del monje de Padua, glosa y complemento de esta otra de que acabamos de hablar, es un comentario bilingüe de latín e italiano...

Comienza en el pontificado de Benedicto XIV, en 1740, y sin referirnos a sus predicciones hasta fines del siglo XIX, para atenernos sólo a las que atañen al periodo más inmediato a nosotros...

Todos los indicios proclaman por consiguiente, que tanto la supuesta profecía de San Malaquías como la de su glosador el desconocido monje de Padua son una invención sin fundamento alguno...

César ALVAJAR.

P.S.O.E.

CLERMONT-FERRAND

Por la presente se convoca a los afiliados a esta Agrupación a la Asamblea general ordinaria que, de acuerdo con el orden del día, se celebrará en nuestro domicilio social el domingo 22 de septiembre...

Un llamamiento para la conmemoración de la Internacional Socialista

La Asociación Internacional de Trabajadores se fundó en Londres el 28 de septiembre de 1864, después de haberse establecido contactos entre las diversas organizaciones obreras europeas.

Septiembre de 1964 será, pues, el centenario de esta fundación. La Internacional ha decidido celebrar el centenario por una manifestación importante. En ese sentido, se organizará una exposición histórica.

Se ha constituido un Comité organizador de la exposición histórica, que ha sido encargado de la preparación de esta manifestación.

Con el objeto de recoger todos los documentos disponibles, tales como fotografías, cartas, folletos y periódicos, el Comité dirige un llamamiento a quienes dispongan de tales documentos.

título de donación como de préstamo. Por todos ellos se les extenderá el correspondiente recibo. Se desea obtener la más extensa documentación. Los documentos prestados serán devueltos al terminar la exposición...

El Comité organizador de la exposición histórica espera que este llamamiento tendrá amplio eco y buena acogida en todos aquellos que posean tales documentos...

El Comité se dirige también a quienes pudieran indicarle fuentes de información y documentación en relación con el objeto de la exposición.

Todos los envíos se dirigirán a: Institut E. Vandervelde. — 23, boulevard du Régent — Bruxelles I. (Bélgica).

El caso de Hu Feng

Hu Feng es un famoso crítico literario marxista que durante 30 años estuvo aliado con el Partido comunista chino (P.C.C.) y con otros grupos. Tras una serie de desacuerdos con el P.C.C., éste desencadenó en 1955 una intensa campaña contra él...

tud que se asemeja a la concepción de la estética que domina en Occidente.

Para Hu, el realismo es una combinación del espíritu subjetivo del escritor y de la realidad objetiva. En el proceso de revelación de la verdad de un objeto, éste entra en la vida espiritual del escritor...

Hu nació en una aldea de la provincia de Hupeh en 1904, pero, aunque su padre era un labriego sin ninguna cualificación, las condiciones de la familia mejoraron y Hu pudo ir a la ciudad a estudiar. De 1923 a 1925, estudió en una escuela superior de Nanking...

Hu, conocido generalmente por su personalidad « batalladora », vivía rodeado de un grupo de fieles seguidores y se consideraba a sí mismo sistemáticamente marxista. Según Victor Erlich, conicista autoridad en materia de literatura rusa...

El conflicto de Hu con el P.C.C. tiene por origen principal su interpretación diferente del papel del literato en lo que respecta a la literatura.

Merle GOLDMAN.

U.G.T.

TARBES

Esta Sección de la UGT celebrará Asamblea extraordinaria el domingo, 22 de septiembre, en el local de la S.F.I.O. a las diez de la mañana.

Dado el interés que tiene esta Asamblea y debiendo la Sección elegir nuevo Comité, se encarece la más puntual asistencia de todos los afiliados.

TOULOUSE

Por la presente se convoca a reunión general ordinaria a los afiliados de esta Sección de la U.G.T. de Toulouse, para el domingo día 15 de septiembre, en el domicilio social...

- 1. Elección de la Mesa de discusión; 2. Lectura del Acta anterior y su aprobación si procede; 3. Circulares; 4. Movimiento de afiliados; 5. Gestión de tesorería; 6. Gestión del Comité y sus delegaciones; 7. Elección de presidente, vicesecretario, tesorero y vocal I.; 8. Ruegos, preguntas y proposiciones.

Se ruega la puntualidad. — El Comité. Se recuerda a los afiliados que, hay abierta una suscripción pro-ueiguistas.

EL SOCIALISMO ante su destino

Socialismo Europeo y Socialismo Africano

En un estudio substancial de Pierre Kanouté, aparecido antes de la conferencia de Dakar (3 al 8 de diciembre de 1962), Kanouté escribió: «No se trata de adaptar el socialismo al África, de tratar de modernizar el colectivismo tradicional.» ("Afrique Nouvelle", núm. 799.) En este estudio, Pierre Kanouté tiene el mérito de demostrar las diferencias fundamentales, tanto en el origen como en los objetivos, de las variantes europea y africana del socialismo.

El socialismo europeo era en su origen un movimiento de protesta y de indignación, una reacción contra los abusos de un capitalismo desenfrenado. El socialismo europeo está históricamente unido al nacimiento de la sociedad industrial moderna y, filosóficamente, al pensamiento individualista tradicional doctrinario de la Europa occidental.

La situación era y es todavía absolutamente diferente en África. Como escribe Pierre Kanouté: «El mundo africano es un mundo en estado de socialización permanente y el negro es un ser socializado. Como dijo un día un maestro negro: «Nacemos socializados.» El socialismo africano

no es una reacción contra nada ni contra nadie. No se trata de practicar una lucha de clases, ya que la sociedad no está caracterizada por la existencia de clases antagonistas. Se trata de evitar que se establezca una sociedad fuertemente clasificada, que pron-

Por Jogen Schleimann

to o tarde engendraría semejante lucha. No se trata, entre otros, de prolongar Proudhon, Jaurés o Marx. Se trata de volver a los orígenes. El socialismo africano es una realidad que durante un cierto tiempo ha sufrido el choque de la colonización y ahora es preciso volver a pensar en el contexto de la evolución pues, espantados por el espectáculo del individualismo occidental, preferimos corregir los abusos de nuestro "estado de socialización" y guardar a nuestra civilización sus dimensiones de la comunidad. La expresión "socialismo africano" es la expresión de una realidad vieja como el África.»

Estas características del socialismo africano son mejor comprendidas cuando se conoce más ampliamente la base común del desarrollo africano, que es el de una sociedad tradicional erigida sobre la propiedad colectiva y la explotación colectiva tratando de pasar del nivel de pueblo al de nación.

El Coloquio de Dakar no dio lugar a muchas discusiones entre los participantes africanos. Sus declaraciones consistieron en actos de fe en la planificación económica y, además, en su mayor parte, en profesiones de fe en el socialismo africano. O también, relatos de experiencias llenas de analogías, pero no menos interesantes por sus aspectos revolucionarios. En los dos casos, el paralelismo y no la diversidad constituyó el elemento dominante.

Estas contribuciones africanas, a pesar de su aspecto uniforme, me parecieron más en relación con las preocupaciones de los organizadores del Coloquio que ciertas intervenciones de participantes no africanos evocando ejemplos diferentes de socialismo practicados fuera de África. Pues yo me planteo con insistencia esta cuestión: ¿En qué medida conciernen a África las vías yugoslava, israelita, checoslovaca o escandinava hacia el socialismo? La misma cuestión es válida para las opiniones de Francia, de Italia, de Gran Bretaña o de Alemania Occidental sobre el mismo tema.

En definitiva, el Coloquio de Dakar confirmó una vez más el hecho decisivo de que los socialistas africanos están buscando técnicas modernas de desarrollo y, en ningún caso, una ideología. Esto puede ser de algún consuelo para aquellos a los que todavía obsesiona la imagen mental de un África nueva que tiene que hacer frente a una violenta elección entre el capitalismo y el comunismo.

En un debate constructivo como éste, al que tuve el privilegio de asistir, las diferencias aparecidas a menudo entre África revolucionaria y África reformista parecían reducidas a diferencias de temperamento, que venían a añadirse a puntos de detalle sobre la vía común que lleva al socialismo africano.

El delegado guineano, el embajador Namamodou Diakité, habló con franqueza de las pruebas sufridas y de los errores cometidos sobre el plan de desarrollo nacional. La crítica más violenta contra el capitalismo y el neocolonialismo la hizo probablemente el sindicalista congoleño A. Kithima, al evocar la secesión katanguesa.

Lo que me pareció el desarrollo más convincente de las ideas del presidente Senghor («Nuestro socialismo, para nosotros africanos, se elaborará, pues, no en la independencia sino en la autonomía de nuestro pensamiento»), fue una declaración del participante más radical de la conferencia, el señor Seydou Badian Kouyaté, jefe de la delegación del Mali: «Para nosotros, africanos, la opción socialista es conforme a nuestras estructuras reales... Pero hay que comprender que esta opción socialista no puede, en ningún modo, estar en desacuerdo con la fe religiosa. Nuestra fe en el socialismo traduce nuestra aspiración hacia una comunidad cuyos pilares serán la justicia, la fraternidad, la ayuda mutua. Si consideramos que el desarrollo es una expansión total, no puede ser para nosotros el querer amputar un mundo humanizado. Para resumir, podemos decir que la vía socialista que hemos escogido reposa sobre estos dos puntos fundamentales: socialismo edificado por un movimiento dirigido por elementos no esencialmente proletarios; socialismo reconociendo la espiritualidad como una parte del hombre.»

EL SINDICALISMO ante su destino

Llamamiento de la O.R.I.T. en favor del pueblo haitiano

La dictadura de François Duvalier que prevalece en Haití, ha mantenido una persecución sistemática contra todos los organismos democráticos y particularmente contra el sindicalismo libre, obligando a que los representantes de nuestra filial, Unión Nacional de los Obreros de Haití (UNOH), busquen refugio en tierras hermanas para garantizar sus vidas y continuar luchando desde el exilio contra la dictadura de su país.

La ORIT ha denunciado continuamente ante la opinión pública mundial y continental, los atropellos y abusos cometidos por el dictador Duvalier. Al recrudecer en los últimos meses la represión contra los trabajadores y los campesinos haitianos, los temibles « tonton macoutes » —policía especial al servicio del dictador— incendiaron las chozas y las viviendas de los trabajadores y campesinos de la zona limítrofe con la República Dominicana. Ante semejante brutalidad, las víctimas, hombres, mujeres y niños huyeron atravesando la frontera en busca de protección para sus vidas, encontrándose actualmente en tierras dominicanas en calidad de refugia-

dos, en situación desesperada por carecer de alimentos, techo, ropa y medicinas.

Ante la gravedad de esta situación, la Secretaría general de la ORIT, viene gestionando el envío de subsistencias bajo el Programa de Alimentos para la Paz a los refugiados haitianos en la República Dominicana, dirigiéndose para el caso al Presidente de la Liga de Sociedades de la Cruz Roja en Ginebra, Suiza; al Presidente del Comité Internacional de la Cruz Roja en Ginebra, Suiza; a la Convención Permanente de la Cruz Roja Internacional, en Ginebra, Suiza; al Presidente de la Comisión de Directores de la Asociación Mejicana de la Cruz Roja; el Alto Comisionado del Comité de las Naciones Unidas para los Refugiados en Ginebra, Suiza y al Presidente de la Cruz Roja Americana.

También se ha dirigido la ORIT al Presidente Constitucional de la República Dominicana, profesor Juan Bosch, para enterarlo de sus gestiones e interesar su atención en este delicado problema que necesita una solución inmediata.

Victoria sindical en el Brasil

Mario López de Oliveira, Presidente de la Confederación Nacional de Trabajadores en Transportes Terrestres (CNTT) integrada por las federaciones ferroviarias, tranviarias, choferes de buses, taxis, camiones de carga, etc., que representa a más de 500.000 trabajadores, en su asamblea eleccionaria del mes de julio, fue designado nuevamente por unanimidad, presidente por un nuevo período de 2 años. Los intentos de algunos adversarios para eliminarlo resultaron infructuosos. Mario López de Oliveira, es miembro también de los Ejecutivos de la ORIT y de la CIOSL y ha sido uno de los más leales y consecuentes líderes obreros brasileños en el marco del sindicalismo libre nacional e internacional.

Por coincidencia, por aquellos días de elecciones se encontraba de visita en el Brasil el Secretario General de la ORIT, quien personalmente felicitó a Mario López de Oliveira por su resonante victoria.

En el próximo mes de octubre también tendrá lugar la asamblea electoral de la Confedera-

ción Nacional de Trabajadores de Comercio (CNTC), filial ORIT-CIOSL y que reúne a más de 800.000 miembros, cuyo Presidente actual es Antonio Magaldi, miembro del Consejo Fiscal de la ORIT y un destacado líder sindical de las nuevas promociones. Se espera que la lista democrática también salga victoriosa de esta importante Confederación.

Asimismo, en el mes de noviembre tendrá lugar la elección de Ejecutivos de la Confederación Nacional de Trabajadores de la Industria (CNTI) la que a través de sus 52 federaciones agrupa a cerca de 2.000.000 de afiliados. La CNTI está igualmente afiliada a la ORIT-CIOSL y su Presidente Clodsmir Riani, antiguo miembro del Comité Ejecutivo de la CIOSL, acaba de ser designado miembro obrero del Consejo de Administración de la OIT a propuesta de la ORIT-CIOSL en la Confederación de OIT, Ginebra, de junio pasado.

Se espera también que en las elecciones de la CNTI resulte igualmente victoriosa la lista sindical democrática afin a la ORIT-CIOSL.

LES SYNDICATS AMERICAINS DEMANDENT QUE LE SENAT RATIFIE LE TRAITE D'INTERDICTION DES EXPERIENCES NUCLEAIRES

Le Conseil exécutif de la Fédération syndicale américaine A.F.L.-C.I.O., qui s'est réuni à Unity House (Pennsylvania) jusqu'au 15 août 1963, a adressé un appel au Sénat américain pour qu'il ratifie le traité d'interdiction partielle des expériences nucléaires qui a été conclu récemment à Moscou, comme une « première mesure en direction de la limitation éventuelle ou de la réduction d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction de masse ». Le Conseil a déclaré dans une résolution que ce traité est peut-être un premier pas vers la paix mondiale, mais à condition seulement que les Etats-Unis et leurs alliés démocratiques développent une plus grande unité de but, plus de cohésion dans leur politique et leurs actions, et une capacité énorme de défense. Le Conseil exécutif de l'A.F.L.-C.I.O. poursuit en disant que le traité

offre à l'humanité une chance de mettre fin à la contamination radioactive de l'atmosphère en arrêtant ces explosions qui mettent la santé en danger et font de grands torts génétiques. La déclaration fait également appel au gouvernement des Etats-Unis pour qu'il rejette toute communication de la part de l'Union soviétique, que l'Allemagne de l'Est aurait accédé au traité d'interdiction des expériences nucléaires. Quant à la proposition soviétique d'un pacte de non-agression entre les pays de l'O.T.A.N. et le bloc soviétique, le Conseil de l'A.F.L.-C.I.O. est d'avis que soussigner à pareil pacte serait accepter les conquêtes de l'Union soviétique et perpétuer la division de l'Allemagne. Le Conseil a ajouté que les dirigeants soviétiques n'ont toujours rien fait qui les qualifie comme des partenaires sincères pour la paix.

VIVA ESPAÑA

Euzkadi

De Herodes a Pilatos

Por haber ejercitado el derecho de huelga —único lenguaje que entienden nuestros explotadores— en defensa de una intervención directa en la ordenación humana de la producción; seguridad en el empleo; salario con posibilidades adquisitivas que permitan hacer frente al diario vivir, y respeto a la condición de elemento productor, 52 obreros, moral y profesionalmente intachables, siguen reprimidos en Euzkadi desde las huelgas de abril y mayo pasados.

El « Sindicato vertical » nos da la razón oficiosamente a los trabajadores, pero declara que como organización no puede hacer nada para defendernos.

La Magistratura del Trabajo se considera incompetente para fallar estos casos presentados a su jurisdicción. El delegado provincial de sindicatos responde a nuestras quejas diciéndonos que él se va de verano y que los trabajadores hagamos lo que nos parezca.

El Secretario Provincial de Ordenación social, a quien reclamamos posibilidad de reunirnos, res-

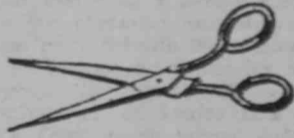
ponde que él no tiene por qué interferirse en las reuniones de los obreros en la Casa sindical.

La policía social, interrogando a unos y a otros constantemente, y, mientras tanto, semanas y meses pasan sin que nadie atiende nuestras legítimas reclamaciones.

Patronos y falangistas esperan impuneemente vencerlos por el hambre. Confían en que nuestra posible derrota limitará o anulará las legítimas ambiciones de nuestros camaradas de trabajo. Se equivocan totalmente. Patronos y « autoridades » cometen un error garrafal de consecuencias incalculables. El hambre y las injusticias no nos inducirán a la claudicación. Por el contrario —y quien avisa no es traidor— pueden impulsarnos a la desesperación.

El hambre fue de siempre muy mala consejera. No lo olviden quienes presumen de tener la sartén por el mango, porque pueden quemarse. No lo olviden, porque se quemarán.

Corresponsal.



Las lenguas en el mundo

Se disputa, a veces, por saber cuál es la expansión exacta de las diversas lenguas en el mundo. Es muy difícil asegurarlo. Se pueden citar cifras que no tienen nada de absolutas.

La lengua más hablada es el chino, con quinientos millones de usuarios. Le sigue el inglés con unos trescientos veinte millones, el ruso con ciento ochenta millones, el español hablado por unos ciento cincuenta millones de personas, la misma cifra que el indostani, en el norte de la

India. El francés está en sexto lugar con cien millones de usuarios, aproximadamente, y el portugués le sigue muy de cerca.

Se destaca aún el japonés con noventa millones, y el árabe, hablado por ochenta millones de personas.

Repetimos que esas cifras son nada más que aproximadas. En China, en efecto, existen profundas diferencias entre el chino hablado en el norte y el que están habituados a emplear los habitantes de Cantón. Ocurre lo mismo con el ruso, que es la lengua principal en la U.R.S.S., pero que seguramente difiere de las numerosas lenguas oficiales de las Repúblicas federadas como la Armenia, Uzbekistán, Turkmenistán, etc.

El árabe mismo, que presenta una magnífica unidad literaria, difiere totalmente según se hable en Damasco, en El Cairo o en Rabat.

